

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MAPA – 20240166
AMENAGEMENT D'UN PLATEAU D'ONCOLOGIE
NIVEAU 7 – TOUR C
CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Date et heure limites de réception des offres :

27/01/2025 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
1.6 - Réalisation de travaux similaires	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	4
2.5 - Développement durable	4
3 - Les intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération	4
3.2 - Contrôle technique	4
3.3 - Maîtrise d'œuvre	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)	5
3.5 - Sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI)	5
3.6 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)	5
3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants	5
4 - Conditions relatives au marché public	5
4.1 - Délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 - Confidentialité	6
5 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire	7
6.2 - Visite sur site	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution du marché public	10
8.3 - Négociation	11
8.4 - Suite à donner à la consultation	11
8.5 - Communication des résultats	12
9 - Renseignements complémentaires	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

MAPA – 20240166

AMENAGEMENT D'UN PLATEAU D'ONCOLOGIE – NIVEAU 7 – TOUR C – CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

L'intégralité de l'opération de travaux mentionnée en objet se décompose en **6 lots**, de la façon suivante :

Lot	Désignation
1	Gros œuvre étendu
2	Electricité CFO/CFA
3	Chauffage, ventilation, climatisation (CVC) / Plomberie
4	Peintures
5	Revêtements de sols souples
6	Fluides médicaux

Chaque lot fera l'objet d'un marché public.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Code principal	Description
1	45223220-4	Travaux de gros œuvre
	45111100-9	Travaux de démolition
2	45311200-2	Travaux d'installations électriques
3	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45330000-9	Travaux de plomberie
4	45442100-8	Travaux de peinture
5	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
6	45330000-9	Travaux de plomberie
	45311200-2	Travaux d'installations électriques

1.6 - Réalisation de travaux similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés publics ayant pour objet la réalisation de travaux similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché public.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le maître d'ouvrage ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché public.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Le marché public ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des travaux.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est :

SOCOTEC CONSTRUCTION

Parc d'activité de l'Aérodrome Ouest
Bâtiment H – 1, rue Louis Duvant
59328 VALENCIENNES

3.3 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre désigné pour cette opération est :

ETBE INGENIERIE

2, rue du Tivoli
59600 MAUBEUGE

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)

Aucune coordination sécurité et protection de la santé (SPS) n'est prévue pour cette opération.

En revanche, le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du titulaire, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.5 - Sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI)

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.6 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination du chantier (OPC) est confiée à :

ETBE INGENIERIE

2, rue du Tivoli
59600 MAUBEUGE

3.7 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions.

Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché public. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Conditions relatives au marché public

4.1 - Délai d'exécution

Pour chaque lot, le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative du candidat qui doit le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au titulaire et aux sous-traitants de premier rang éventuels du marché public sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

4.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des travaux.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) pour l'ensemble des lots ;
- Les plans de l'opération ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution (planning) ;
- L'attestation de visite ;
- La lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) ;
- La déclaration de sous-traitance, le cas échéant (formulaire DC4).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le maître d'ouvrage des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants.	Non
DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.	-	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	-	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).	-	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des travaux.	-	Non

Liste des pièces de certificats de qualification professionnelle et/ou de qualité :

Libellés	Niveau	Signature
Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des matériaux par des références à certaines spécifications techniques.	-	Non

Chacun des certificats précités peut faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères peuvent quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le maître d'ouvrage.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des travaux, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Acte d'engagement (AE) propre à chaque lot ;	Oui
Annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » propre à chaque lot ;	Non
Mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché public, permettant d'apprécier les éléments listés à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation (RC) ;	Non
Fiches techniques correspondant aux matériaux proposés par le titulaire ;	Non
Proposition calendaire formulée par le candidat, établie sur la base du calendrier prévisionnel d'exécution (planning) fourni par le maître d'ouvrage dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).	Non

Pièces complémentaires à fournir en vue de l'attribution du marché (le cas échéant) :

Libellés	Signature
Attestation fiscale (la dernière en date) ;	Non
Attestation sociale datant de moins de six mois ;	Non
Attestation d'assurance en cours de validité ;	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.	Non
Relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les travaux dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visite sur site

Une visite sur site doit obligatoirement être réalisée sur le site concerné par le présent marché public, pour les opérateurs économiques désireux de remettre une offre.

La réalisation de la visite de site conditionne la validité de l'offre.

Chaque candidat doit impérativement fournir le certificat de visite, figurant dans le dossier de consultation des entreprises (DCE), dûment complété et signé, dans son offre.

Aucun candidat ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une méconnaissance quelconque pour réclamer un supplément de prix à son offre initiale.

Date retenue : le 10/01/2025 à 09:00.

Le lieu de rassemblement pour la visite sur site est fixé dans le hall principal de l'établissement (Avenue Désandrouin - 59322 VALENCIENNES Cedex).

La prise de rendez-vous s'effectue auprès du chargé d'opérations en charge de ce dossier (Monsieur Christian CARLIER : carlier-c@ch-valenciennes.fr / 03 27 14 36 31).

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au maître d'ouvrage.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies dans le présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- ↳ Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- ↳ Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le maître d'ouvrage se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché public par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier ou sur clé USB n'est pas autorisée, sous peine d'irrecevabilité.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le maître d'ouvrage peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution du marché public

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable peut être régularisée pendant la négociation et que seule une offre irrégulière peut être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée est systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière peut être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre peut avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Communs à l'ensemble des lots :

Critères	Pondération
1 - PRIX , sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).	60.0 %
2 - VALEUR TECHNIQUE , sur la base du mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché public, se décomposant de la façon suivante :	40.0 %
<u>2.1 - Méthodologie et organisation que le candidat envisage de mettre en œuvre pour l'exécution des travaux :</u> > Description des prestations demandées, pour le lot auquel le candidat soumissionne – <i>la bonne compréhension des attendus / des enjeux sera ici jugée (6 pts)</i> > Gestion des approvisionnements (6 pts) > Gestion administrative : facturation / présentation des situations / gestion des sous-traitants (6 pts) > Circuit de transmission des documents techniques (6 pts) > Réception et levée de réserves (6 pts) > Gestion de la garantie de parfait achèvement – GPA (5 pts)	35.0 points
<u>2.2 - Moyens humains et techniques dédiés à l'opération :</u> > Organigramme de l'équipe (encadrement + personnel de chantier) affectée à l'opération (6 pts) > CV des encadrants affectés à l'opération (6 pts) > CV ou qualifications du personnel affecté à l'opération (6 pts) > Effectifs affectés à l'opération – en nombre suffisant (6 pts) > Moyens techniques affectés à l'opération (6 pts)	30.0 points
<u>2.3 - Planning détaillé et délais :</u> > Cohérence du planning détaillé du candidat par rapport au planning général fourni à l'appui du dossier de consultation des entreprises – DCE (10 pts) > Indications sur les délais de fabrication ou livraison des matériaux spécifiques (10 pts)	20.0 points
<u>2.4 - Démarche environnementale :</u> > Gestion / réduction / tri des déchets de chantier (5 pts) > Proposition de réemploi / recyclage des matériaux de déconstruction (5 pts) > Utilisation de véhicules électriques ou à faible émission de CO ² (5 pts)	15.0 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Négociation

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats arrivés en tête au terme de l'analyse des offres initiales.

Les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des candidats ils en seront informés par tout moyen (courrier, mail, fax).

8.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le maître d'ouvrage pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8.5 - Communication des résultats

Tous les candidats, retenus ou non, sont avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R. 2181-3 et R. 2181-4 du code de la commande publique.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse est alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039
59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03.59.54.23.42

Télécopie : 03.59.54.24.45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché public ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché public est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr